



AMBASSADE DE SUISSE  
AU LIBAN

BEYROUTH (Liban), 20 avril 1976

Immeuble Achou  
Rue John Kennedy  
Case postale 172  
Téléphone No. 34 06 46

Réf.: RP No. 6 / NA

CONFIDENTIEL

*mlj*

an					ota
Datum					25.5
Visa					j
EPD 25. Mai 1976					
Ref. p.A. 21.31 Beyrouth					

Le gouffre libanais

I

Une guerre inexpiable

### 1) Mort d'un Etat

La durée de la guerre du Liban n'avait certes été prévue par personne. Pas plus sans doute que la destruction totale de l'Etat, de ses institutions, de son armée, de sa police, de ses prisons, de son asile d'aliénés, de ses archives, de ses PTT, de ses douanes, de son fisc, des usines, des banques, des établissements commerciaux, de tout ce qui constitue l'ossature et la chair d'un pays. Il ne reste rien, que quelques politiciens corrompus, dépassés et sectaires qui se croient encore capables de reprendre en main une nation qu'ils ont menée au chaos. L'ampleur aussi des violences a surpris. Non seulement on pille, mais on brise, on incendie ce qu'on ne peut emporter. Non seulement on tue, mais on torture; on massacre les otages, souvent à coups de hache, d'après leur appartenance confessionnelle; on ne fait aucun prisonnier; on bombarde les hôpitaux, tire sur les infirmiers, mitraille les ambulances qui d'ailleurs transportent parfois armes et munitions; on cherche à affamer des régions entières. C'est une guerre sauvage, sans loi, sans règle, sans quartier. Il y a une année qu'elle dure, qu'elle devient plus féroce à chaque reprise et on ne sait toujours pas ce qu'elle vise, ce que veulent ses protagonistes. C'est une guerre inexpiable, sans qu'on voie ce qu'il fallait expier.



## 2) Le désarroi

Quelles qu'aient été les causes de son éclatement, cette guerre, en se prolongeant, a changé de nature. S'il est vrai qu'elle ait été déclenchée par des forces obscures, voulue par des puissances étrangères pour améliorer leur position ou même pour faciliter le règlement du conflit israélo-arabe, le résultat obtenu n'est pas celui qui était escompté. Il est donc vain de s'interroger sur les objectifs des hypothétiques complots initiaux. Ce qui importe, c'est d'envisager l'avenir immédiat, alors que le Liban est plongé dans le néant. Qui en bénéficie, qui en pâtit, et qui est en mesure d'agir ?

## II

### Inventaire d'une faillite

#### 1) L'entité géographique libanaise

L'Etat libanais n'est plus. Mais l'entité géographique libanaise subsiste, ainsi que trois millions d'habitants environ. Qu'y voit-on ?

a) Domaine chrétien. Au centre, ce qu'on appelle le Mt-Liban, le bastion des grands Emirs Fakhreddine et Béchir. Mais ce n'est plus qu'une fraction de ce noyau historique que les chrétiens dominent actuellement. Au sud-est de Beyrouth, ils ont perdu le Chouf, que les Druzes contrôlent. Au nord-est de la capitale, une partie du Meitn leur échappe. La ville de Zahlé, de l'autre côté du Mt-Liban, qui surplombe la Bekaa, est isolée. Jounieh et son port rudimentaire sont à portée de canon des avant-gardes adverses. A Beyrouth même, les chrétiens ne règnent que sur les quartiers est. Quant au port, ils le tiennent encore, mais pour combien de temps ? Ils disposent, pour défendre cette peau de chagrin, de la Phalange, des milices de Chamoun, de celles des moines maronites, et de quelques bataillons de la défunte armée. C'est suffisant pour résister aux forces musulmanes libanaises. Si ces dernières pouvaient compter sur d'importants renforts palestiniens, elles finiraient sans doute par l'emporter.

b) Domaine musulman. Le reste du pays (les trois quarts de sa superficie) est en mains des musulmans. Mais ceux-ci ne forment pas un tout cohérent et organique, loin de là. Pour apprécier leur puissance il faut renoncer à la division confessionnelle et passer au clivage politique.

Le groupement principal est composé par les islamo-progressistes. C'est une appellation commode parce qu'imprécise et confuse. Elle recouvre les communistes, peu nombreux et modestes, plusieurs mouvements nassériens dont les Morabitouns de Koleilat sont les plus virulents, les Druzes de Joumblatt, réservés, si leur chef est le prolix porte-parole de la coalition, et surtout l'Armée du Liban Arabe du Lieutenant Khatib qui, avec ses 8000 hommes, constitue les gros bataillons.

D'autres formations lui prêtent leur concours verbal et peut-être politique, mais elles ne paraissent pas disposer de troupes.

Tant qu'il s'agit de combattre les phalanges, de revendiquer la démission de Frangié, de réclamer la fin des privilèges des maronites, ces islamo-progressistes sont unis. Mais quand il s'agira d'appliquer des réformes concrètes et de réaliser un programme d'action, ils risquent fort de se diviser.

Les uns pourraient rallier la bourgeoisie musulmane à qui le progressisme ne sourit guère, les autres les progressistes moins teintés de confessionnalisme comme le parti Baath pro-syrien. Les Chiites du sud, la majorité de la population, ne se sont pas encore manifestés politiquement. Ils sont pauvres et misérables mais ils peuvent être plus sensibles à l'appel de leur Iman et des chefs de clans traditionnels qu'à l'idéologie socialo-communiste. Ils constituent une inconnue électorale, si jamais des élections ont lieu.

c) Domaine palestinien. Mais ce qui importe le plus, c'est l'attitude du demi-million de Palestiniens. Eux aussi sont divisés, eux aussi sont tourmentés, eux surtout sont crucifiés entre leurs intérêts immédiats dans le Liban d'aujourd'hui et les perspectives

de leur lutte pour recréer une patrie. Doivent-ils jouer la carte syrienne, comme Zouheir Mohsen, commandant de la Saika ? Doivent-ils combattre pour l'indépendance de leur cause en suivant Arafat ? Et pour cela doivent-ils se plonger dans la guerre libanaise, soutenir à fond les islamo-progressistes, comme le Front du Refus paraît le faire, ou réserver toutes leurs forces pour combattre Israël, ainsi qu'ils le prétendent tous sans parvenir à savoir comment ?

Voilà, schématisé jusqu'à la caricature, le faisceau des différentes forces qui se disputent, à l'intérieur de ses frontières, le Liban. On voit que la survie des chrétiens est fonction de la division de leurs adversaires. Si ceux-ci s'unissaient derrière un chef prestigieux, ils balayeraient les Maronites, les liquideraient militairement et politiquement, physiquement aussi, à en juger par l'accumulation des rancoeurs et des haines.

Mais on ne peut en rester là, car les facteurs extérieurs sont aussi, et probablement plus que les facteurs internes, déterminants.

## 2) Samaritains et fossoyeurs

Ces facteurs extérieurs ont des noms. Ils s'appellent Syrie, Israël, Etats-Unis, URSS, Irak, Lybie, Egypte, Arabie Séoudite. Le rôle des trois premiers est discernable. Celui des autres est plus secret ou moins défini.

a) La Syrie. "Pascal avait son gouffre avec lui se mouvant". La Syrie a le Liban, et la hantise qu'elle en ressent est tout aussi angoissante. Elle côtoie un abîme où elle peut s'effondrer, un cratère d'où peut surgir une éruption. En langage moins imagé, les mêmes démons qui ont démantelé le Liban peuvent s'en prendre aux structures syriennes. Les factions, les clans, les partis de cet Etat naturellement instable peuvent entrer en ébullition.

Les Joumblatt, les lieutenants Khatib peuvent faire école à Damas; les chrétiens tremblent à l'idée de subir le sort promis à ceux du Liban. Les Alaouites, au pouvoir, savent qu'ils constituent une faible minorité. Hafez el Assad, le modéré, n'ignore pas qu'il peut être débordé à droite comme à gauche.

En outre, le vide libanais attire les convoitises. Israël a de multiples raisons d'y intervenir. L'Irak, la Lybie, l'Égypte veulent en tirer profit. Les superpuissances sont aspirées malgré elles par ce tourbillon.

Pour Damas, les périls se nomment coup d'état, guerre civile, guerre internationale. Elle est bien loin des perspectives brillantes qui s'ouvraient à elle au début de janvier !

La médiation syrienne était aisée lorsqu'il s'agissait d'assurer l'équilibre entre des parties de forces équivalentes. Mais maintenant que les chrétiens sont battus, que la gauche militante domine la scène, le médiateur n'est plus un simple restaurateur de l'ordre. Il doit intervenir. Il doit sauver les vaincus du désastre, empêcher les vainqueurs d'installer à Beyrouth un régime incompatible avec celui de Damas. Il doit surtout réprimer le banditisme, pour l'heure le vrai maître du pays.

Cette double tâche exige la présence d'une armée importante, que j'estime à au moins 40'000 hommes. Mais on sait qu'Israël ne veut pas que la Syrie occupe le Liban en force et on sait aussi que la gauche libanaise est désormais hostile à l'intervention armée syrienne, ce qui est bien compréhensible puisque cette intervention aurait pour effet de l'empêcher d'atteindre ses objectifs.

Il semble qu'Assad espère que le nouveau président libanais, si le parlement parvient finalement à l'élire et si Frangié se retire, fera appel à la Syrie, couvrant son occupation du sceau de la légitimité et la rendant peut-être plus acceptable à Israël. Qui ne voit que cet espoir est fondé sur des hypothèses, des aléas, des incertitudes et des éventualités...

b) Israël, Etats-Unis, URSS. Dans l'immédiat, l'interminable guerre du Liban profite à Israël. A long terme, c'est moins évident.

Pour lui, le grand avantage de ce conflit, c'est qu'il exacerbe les rivalités arabes. L'Irak et la Lybie se déchaînent contre la Syrie. L'Égypte aussi, pour d'autres raisons. Mais surtout, il dresse la Syrie contre le Front du Refus et peut amener Damas à écraser les extrémistes palestiniens. Il peut même déboucher sur une confrontation entre la Syrie et l'ensemble de la gauche arabe et lancer l'un contre l'autre ces frères ennemis que sont les baathistes syriens et irakiens. Il a aussi révélé qu'un partage équitable du pouvoir entre religions différentes n'est, au Moyen-Orient, pas viable.

Tout cela est bon pour Israël. Mais ce n'est qu'une partie du tableau. Si la Syrie finit par s'imposer en maître au Liban, l'Etat juif ne devra-t-il pas intervenir ? Et s'il le fait, l'unité arabe ne va-t-elle pas se ressouder contre lui ? Il ne lui servirait pas à grand'chose d'être vainqueur, comme on l'a bien vu en 1967. Son unique espoir de survie, c'est dans la paix qu'il réside, dans un modus vivendi avec l'Islam. La paix est-elle concevable si le monde arabe connaît une nouvelle humiliation ?

Peut-être qu'Israël pourrait se borner à occuper le Sud du Liban jusqu'au fleuve Lithani. Mais cette nouvelle frontière ne serait stable que moyennant une entente avec la Syrie. Assad perdrait le pouvoir s'il y consentait, et Damas le respect du monde arabe.

Au cas où la Syrie échouerait, le Liban pourrait devenir une démocratie populaire, la première de la région, en exceptant le Yemen du Sud. Est-ce dans l'intérêt d'Israël, d'autant plus que l'exemple pourrait faire tache d'huile et influencer jusqu'à l'Égypte ?

Ce ne serait en tout cas pas dans celui des Etats-Unis, l'unique allié de Jérusalem.

L'URSS elle-même n'aurait peut-être pas lieu d'en être enchantée car cet évènement consternerait tous les régimes arabes établis, même ceux qui flirtent avec Moscou. L'Union Soviétique qui aime à traiter d'Etat à Etat devrait se camper de nouveau en puissance révolutionnaire. Est-elle prête à un tel revirement ?

Le chaos libanais doit donc mettre à rude épreuve le policy planning des Américains aussi bien que des Russes. L'action et l'inaction peuvent être aussi nocives l'une que l'autre, tant il est difficile de prévoir leurs rebondissements sur cette nation en décomposition et sur le monde arabe en effervescence.

c) Irak, Libye. A en croire tous mes informateurs, l'Irak dépense des sommes énormes au Liban. Il subventionne divers mouvements de gauche, tous ceux qui sont prêts à s'opposer à la Syrie. On dit même qu'il est le bailleur de fond du Lieutenant Khatib, ce qui lui aurait permis de recruter les 8'000 hommes de l'Armée du Liban Arabe. En outre, on le soupçonne d'être derrière les groupuscules qui, à chaque trêve, remettent le feu aux poudres.

La Libye est l'objet des mêmes accusations, son caractère perturbateur étant encore plus accentué que celui de l'Irak.

Je ne sais évidemment pas ce qu'il en est en réalité. Que Bagdad cherche à contrecarrer Damas est l'évidence même. Mais il est beaucoup plus difficile de savoir dans quelle mesure l'Irak participe activement à la révolution libanaise. Il doit bien se rendre compte qu'une extension du chaos troublerait la paix dont il jouit et qui est si profitable à son développement.

Kadafi en revanche ne cache pas son jeu. Il considère que l'histoire va dans le sens des islamo-progressistes. Il doit donc les inciter, de la bourse et du geste, à l'intransigeance.

d) Egypte, Arabie Séoudite. L'Egypte se méfie de la Syrie. Elle redoute qu'elle ne parvienne à prendre la tête d'une Confédération

syro-jordano-palestino-libanaise. Elle craint que Damas ne devienne un rival qui lui déroberait le leadership du Proche-Orient. Mais le Caire est accablé de problèmes internes et externes. Jusqu'à présent, et quoi qu'on en dise, son rôle dans l'affaire libanaise a été secondaire. Au fond, la raison voudrait que Sadate s'entende avec Assad pour sauver le Liban de la débâcle et pour faire la paix avec Israël. L'antipathie des deux dictateurs et les flots de polémiques parviendront-ils à empêcher un rapprochement qui leur serait bénéfique ?

L'Arabie Séoudite, hostile aux progressistes, et qui a, dit-on, financé les chrétiens, n'est-elle pas destinée à reconcilier ces modérés que sont Assad et Sadate ? Mais au cas même où elle y parviendrait, le Liban ne s'apaiserait pas comme par miracle et le conflit israélo-arabe ne serait pas résolu. Il faudrait pour cela que dans toute la région prédomine un climat de détente et de conciliation, une volonté de compromis et de compréhension.

Or c'est le contraire que nous voyons. L'intransigeance, la haine et la violence atteignent leur paroxysme, les populations et les Etats regorgent d'armes, la mésentente est générale; l'atmosphère est belligène, comme dirait le Professeur Bouthoul.

### III

#### Expectative

##### 1) Incertitudes

Ce trop bref tour d'horizon - il faudrait 50 pages au moins pour analyser les tenants et aboutissants du drame - butte à chaque paragraphe sur le mot Syrie. Ce n'est pas elle qui tient tous les fils de l'intrigue, mais c'est elle qui peut limiter ou aggraver les conséquences du décès de l'Etat libanais. Elle peut contribuer à embaumer et farder le cadavre pour qu'il n'infeste pas son entourage, elle peut hâter sa décomposition, de même qu'elle peut être elle-même contaminée.



D'autre part, j'ai à peine parlé des Etats-Unis parce que leur diplomatie est si secrète que l'observateur local n'en discerne rien. Pourtant ils sont eux aussi un des grands maîtres du jeu.

S'ils sont décidés à soutenir Assad, publiquement ou en coulisse, la crise pourra peut-être être circonscrite. S'ils entravent ses mouvements, le pire sera probable.

A l'heure où j'écris, les troupes syriennes piétinent à la frontière. Cela signifie pour les Beyrouthins d'autres nuits d'horreur (on a ramassé hier dans les rues, en plus des tués en combat, 95 cadavres). Cette attente est-elle due à Assad lui-même ou à des pressions américaines, est-elle le fruit de l'indécision de Damas ou un délai nécessaire à l'élaboration d'un plan salvateur ? Nul ne le sait, qu'il s'agisse des Libanais de l'establishment ou des diplomates bien informés de France ou du Vatican.

## 2) Théâtre d'ombres

Tous mes interlocuteurs me parlent à perte d'haleine de l'imminente élection présidentielle. Ils évoquent les perspectives, situent les candidats, évaluent leurs chances et leurs mérites.

Je ne vous en dirai rien. D'abord, parce que je ne pense pas que cette élection puisse se dérouler, alors que tous les fronts s'allument. En second lieu, parce qu'un nouveau président sera, comme l'actuel, privé de moyens et d'appareil étatique. Enfin, et surtout, parce que le problème aujourd'hui n'est ni parlementaire, ni électoral, ni politique. Il se réduit à un mot : sécurité. Et cette sécurité dépend d'une armée; aucun président maronite, et il ne peut être que maronite, n'aura d'armée à sa disposition. La seule armée qui entre en ligne de compte est l'armée syrienne. Et vous savez que son intervention est retenue par les hésitations américaines, l'hostilité d'Israel,

l'opposition des islamo-progressistes et la mauvaise volonté des Palestiniens. Pas du tout par le Président de la République libanaise.

3) Une anecdote pour conclure

Le présent rapport ressemble à un acte de décès, celui du Liban. Il sousestime peut-être l'étonnante vitalité de la nation qui l'habite. Voici pour tempérer mon diagnostic.

Au début du siècle dernier, l'Emir Béchir II régnait sur le Mt-Liban. Il avait usurpé le pouvoir au détriment de ses cousins. Ceux-ci ont conspiré contre lui. Béchir a déjoué leur complot et les a arrêtés. Il aurait pu les exécuter. Mais il ne voulait pas que le peuple découvre qu'on pouvait tuer des princes du sang. Il s'est borné à les rendre aveugles et muets. L'histoire ne s'arrête pas là. Un de ces malheureux mutilés s'est néanmoins marié. Il a eu sept enfants. C'est son arrière-petit-fils qui m'a raconté l'anecdote. Il est même candidat à la Présidence de la République, bien qu'il n'ait aucune chance.

Existe-t-il beaucoup de familles dont l'ancêtre, dans sa jeunesse, a eu les yeux crevés et la langue coupée ? Le Liban mutilé d'aujourd'hui n'est-il pas susceptible lui aussi d'étonner les historiens de demain ?

*Al-Hoband*